

Budget : encore 4 milliards à trouver

La croissance s'accélérera, mais le déficit public ne baissera pas assez pour respecter nos engagements budgétaires, prévient la BNB.

La Banque nationale de Belgique (BNB), qui présentait vendredi ses prévisions économiques, est plus optimiste qu'il y a six mois. Et pour cause : le prix du pétrole a continué à chuter et l'euro, à se déprécier. Du coup, les perspectives économiques se sont améliorées. Normal : un pétrole moins cher, c'est du pouvoir d'achat en plus pour les ménages et les entreprises des pays importateurs ; et un euro plus faible favorise les exportations.

Cette année, le PIB, le produit intérieur brut (qui mesure les richesses créées par l'économie), augmenterait de 1,2 % en volume. La croissance s'accélérait l'an prochain (1,5 %) et la suivante (1,7 %), soutenue par les exportations.

La consommation des ménages, dopée cette année par la baisse des prix pétroliers, perdrait ensuite son allant. En 2016 et 2017, la légère baisse atten-

due du taux d'épargne ne pourra compenser l'impact du saut d'index et du « gel des salaires » sur le revenu disponible. Ces mesures, couplées aux baisses de charges patronales, auront un impact positif sur la compétitivité : les entreprises exportatrices ne perdraient plus de part de marché.

L'embellie se marquera sur le marché du travail. La Banque s'attend ainsi à la création (nette) de 94.000 emplois sur la période 2015-2017. C'est le secteur privé qui sera à la manœuvre, alors que l'emploi public baissera de 10.500 unités sur la même période.

Le déficit public, qui avait atteint 3,2 % du PIB en 2014, repassera sous la barre fatidique des 3 % dès cette année (2,7 %), principalement en raison de la baisse des charges d'intérêt et, dans une moindre mesure, des mesures de consolidation budgétaire. S'il continuera à se réduire en 2016 (2,4 %) pour s'établir à

2 % en 2017, le déficit restera cependant supérieur aux objectifs que notre pays s'est engagé à respecter.

Autrement dit : des « efforts » supplémentaires, en recettes ou en dépenses, s'imposeront en 2016 et 2017, que la BNB évalue à 1 % du PIB, soit quatre milliards d'euros.

« De ces quatre milliards, 1,5 milliard devra être dégagé dès l'an prochain, a prévenu le gouverneur de la Banque, Jan Smets. Il ne sera pas facile de combiner ces nouvelles économies avec un tax shift, a-t-il reconnu. Mais ce ne sera pas impossible, moyennant la poursuite d'une bonne maîtrise des dépenses publiques et compte tenu de la réduction des charges de la dette », a poursuivi Jan Smets, plaidant pour qu'une décision soit prise dans un cadre pluriannuel, avec une mise en œuvre graduelle du glissement fiscal. ■